



MONTREUIL, LE 8 NOVEMBRE 2017

MOBILISONS-NOUS ENSEMBLE *POUR LES MISSIONS PUBLIQUES, LE STATUT ET NOS CARRIÈRES*

Pour 2018, le gouvernement a annoncé 1600 nouvelles suppressions dans la Fonction publique de l'État.

Certes, nous ne sommes pas dans le rythme annuel que les 150 000 emplois en moins annoncés par Macron pourraient induire. Certes, à n'en pas douter, cette légère inflexion est due à la résistance collective contre les politiques libérales, résistance dans laquelle la CGT est en première ligne.

Mais, 1600 emplois supprimés dans des administrations déjà lourdement touchées par les imputations antérieures, c'est encore 1600 de trop. Et surtout, l'objectif affiché pour le terme de la mandature est toujours de procéder à l'intégralité du coup de rabet préconisé par l'ultra-libéral Président.

PAS TOUCHE AUX MISSIONS PUBLIQUES!

Il faut être clair : réduire les effectifs de la Fonction publique, c'est à la fois aggraver les conditions de travail des agents et détériorer la qualité de service public rendu. Au niveau d'emplois où de nombreux services sont rendus, c'est mettre en péril l'existence même de missions publiques pourtant essentielles pour la population.

A l'évidence, ce n'est pas un problème pour le Premier ministre qui a écrit récemment sa volonté que soit examiné l'abandon pur et simple de missions publiques.

Ce n'est pas davantage un problème pour Emmanuel Macron pour qui – ce n'est guère contestable – le nombre d'agents publics est avant tout affaire de variable d'ajustement économique.

Mais, pour nous à la CGT qui, avec d'autres, considérons la Fonction publique comme un bien commun vecteur incontournable du progrès social partagé par tous, de telles orientations politiques sont tout simplement inacceptables.

L'AUSTÉRITÉ NUIT GRAVEMENT A LA POPULATION

Se prétendant fondamentalement préoccupés par la résorption de la dette publique, Président, Premier ministre et ministre des comptes publics cherchent à imposer une austérité renforcée.

Mais, attention : ce nouveau serrage de ceinture ne concerne ni les grandes entreprises, dans lesquelles dirigeants et actionnaires pourront plus que jamais s'en mettre plein les poches, ni les super riches qui, grâce au prélèvement forfaitaire unique et à la réforme de l'impôt de solidarité sur la fortune verront leurs contributions fiscales être allégées de plusieurs centaines de milliers d'euros par an et par personne.

En revanche, les PLF et PLFSS 2018 contiennent des coupes drastiques dans les crédits servant à financer les missions publiques socialement utiles, voire indispensables. Ces restrictions inadmissibles sont d'une telle ampleur que de nombreux établissements, services publics et administrations auront le plus grand mal à fonctionner.

Cela ne devrait d'ailleurs pas déranger outre mesure le Premier ministre qui a écrit à ses ministres que l'heure était à regarder les missions publiques, à privatiser et même à abandonner!

LE STATUT EN LIGNE DE MIRE

Toutes ces attaques, plus inacceptables les unes que les autres, en préparent d'autres.

En particulier, le statut sera certainement – et malheureusement – en ligne de mire dans quelque temps.

Comment pourrait-on croire en effet que ceux qui nous gouvernent qui ne cessent, par exemple, de vanter la rémunération au mérite et la nécessité, selon eux, de son accroissement, ne voudraient pas mettre un terme à la Fonction publique de carrière si on les laissait faire ?

Comment pourrait-on croire qu'un Président de la République qui prône une valeur différenciée du point d'indice entre les trois versants n'ait pas en tête d'en finir avec le titre I du Statut ?

Pour la CGT, l'heure est à la mobilisation des salariés du public et du privé car les missions publiques constituent notre bien commun et le Statut Général est avant tout une garantie pour les citoyens d'agents neutres et impartiaux.

La CGT exige :

- ✓ Des créations d'emplois permettant d'améliorer la qualité du service public et les conditions de travail.
- ✓ Le maintien et le développement des missions publiques, assurées directement par la puissance publique.
- ✓ Des budgets dégageant les moyens nécessaires à l'accomplissement des missions publiques.
- ✓ Le renforcement et la rénovation du Statut Général.

Pour gagner sur ces revendications la CGT Fonction publique appelle les personnels à se mettre en grève et à participer aux manifestations le 16 novembre